

Roadmap pour une
prospérité durable

En Route!

The background features a stylized, low-poly landscape in shades of yellow, orange, and blue. A prominent white road curves from the bottom left towards the center, leading into a deep, dark canyon. The sky is a bright yellow with abstract, angular shapes in orange and blue, suggesting a sunrise or sunset. The overall aesthetic is modern and optimistic.

Compétitivité Faire avancer la politique industrielle	8
R&D&I Vers la norme de 3 % pour la recherche, le développement et l'innovation	14
Climat entrepreneurial Soutien à l'entrepreneuriat, à l'innovation et à l'investissement	20
Commerce international La politique commerciale et le marché intérieur comme atouts	26
Éducation & formation Vers des compétences (numériques) pour tous	36
Digitalisation Renforcer le leadership numérique	42
Énergie & climat Sortir plus fort de la crise grâce à une politique européenne ambitieuse en matière de climat et d'énergie	48
Économie circulaire & environnement L'économie circulaire, moteur d'un avenir durable et agile	56

L'Europe à l'heure de vérité

La législature 2019-2024 est sur le point de s'achever. Pour l'Europe, c'est la fin d'une période particulièrement riche en événements et en ambitions.

Une période mouvementée... parce que l'Europe a souvent été contrainte de se mettre sur la défensive. De la pandémie de coronavirus au conflit en Ukraine en passant par la crise énergétique, les défis se sont succédé à un rythme effréné. Ces crises ont nécessité une réponse, qui s'est traduite par des actions telles que la mise en place d'un plan de relance européen (Recovery and Resilience Facility, RRF) et la diversification de notre approvisionnement énergétique.

Une période ambitieuse... car avec le Green Deal, fin 2019, l'UE a mis sur la table un plan pour concrétiser son ambition de faire de l'Europe le premier continent climatiquement neutre d'ici 2050. Pour y parvenir, les institutions européennes ont déployé une série sans précédent d'initiatives réglementaires. Pendant ce temps, le monde ne restait pas inactif. Avec l'Inflation Reduction Act (IRA), par exemple, les États-Unis ont lancé un vaste programme de subventions attractif pour les technologies vertes à la mi-2022.

D'une réglementation cohérente à des accords commerciaux solides

Le secteur technologique attend la prochaine législature avec impatience, mais aussi d'un œil critique. En effet, une grande partie de ce qui a été récemment mis en route se concrétisera bientôt : la transition verte, la transition numérique, la nouvelle politique industrielle, etc.

En cette période charnière, comment faire en sorte que les évolutions en cours renforcent notre compétitivité au lieu de nous mettre hors jeu ? Pour Agoria, la réponse à cette question comporte au moins trois points d'action.

#1 Ensemble pour une mise en œuvre durable des nouvelles législations

L'Europe a lancé un nombre historique de nouvelles initiatives réglementaires et a mis encore plus de législations dans le pipeline. Au cours de la prochaine législature, il sera temps de traduire tous ces mots dans la pratique. Pour réussir cette phase, Agoria voit un certain nombre de concepts clés : pragmatisme, cohérence, co-construction, impact, talent et concurrence loyale. Si nous y parvenons, les entreprises du secteur technologique pourront prendre la tête de la décarbonisation, de la numérisation et du renforcement de la base industrielle de l'Europe.

#2 Ensemble pour une position concurrentielle durable de nos entreprises

Ce n'est qu'avec un secteur technologique innovant et compétitif que les objectifs politiques ambitieux de l'UE pourront être atteints. C'est pourquoi Agoria appelle à faire de la productivité et de la compétitivité des entreprises une priorité :

- préserver et approfondir le bon fonctionnement du marché intérieur
- créer un cadre législatif favorable à l'innovation
- poursuivre un agenda commercial ouvert et réduire les barrières commerciales

Les entreprises devraient être activement impliquées dans la réalisation de l'agenda vert et numérique des pouvoirs publics.

#3 Ensemble pour des solutions durables afin de rester pertinents

L'Europe est particulièrement performante lorsqu'elle agit rapidement et à l'unisson. Cette approche sera d'autant plus importante qu'à l'avenir, 85 % de la croissance mondiale se fera en dehors de l'UE. À long terme, nous devons nous efforcer de trouver des solutions communes pour que l'Europe reste pertinente. La fragmentation du marché unique doit être évitée, de même qu'un cadre trop souple en matière d'aides d'État. Des accords de libre-échange doivent être ratifiés et mis en œuvre.

Roadmap pour une prospérité durable

Dans ce mémorandum pour les élections de 2024, Agoria propose des recommandations concrètes pour réaliser les points d'action susmentionnés. Ce faisant, nous nous tournons non seulement vers la prochaine législature, mais aussi vers l'avenir.

Par souci de clarté, nous avons divisé nos recommandations en huit thèmes, de la numérisation à la recherche, au développement et à l'innovation. Nous avons ainsi créé une feuille de route détaillée pour une prospérité durable.

Nous suggérons tantôt des itinéraires connus, tantôt des virages inexplorés, tantôt des trajectoires totalement nouvelles. Mais toujours avec le même état d'esprit positif. Car nous pouvons d'ores et déjà affirmer une chose : nous voyons avant tout des opportunités de renforcer en chemin le leadership de l'Europe.

En route !



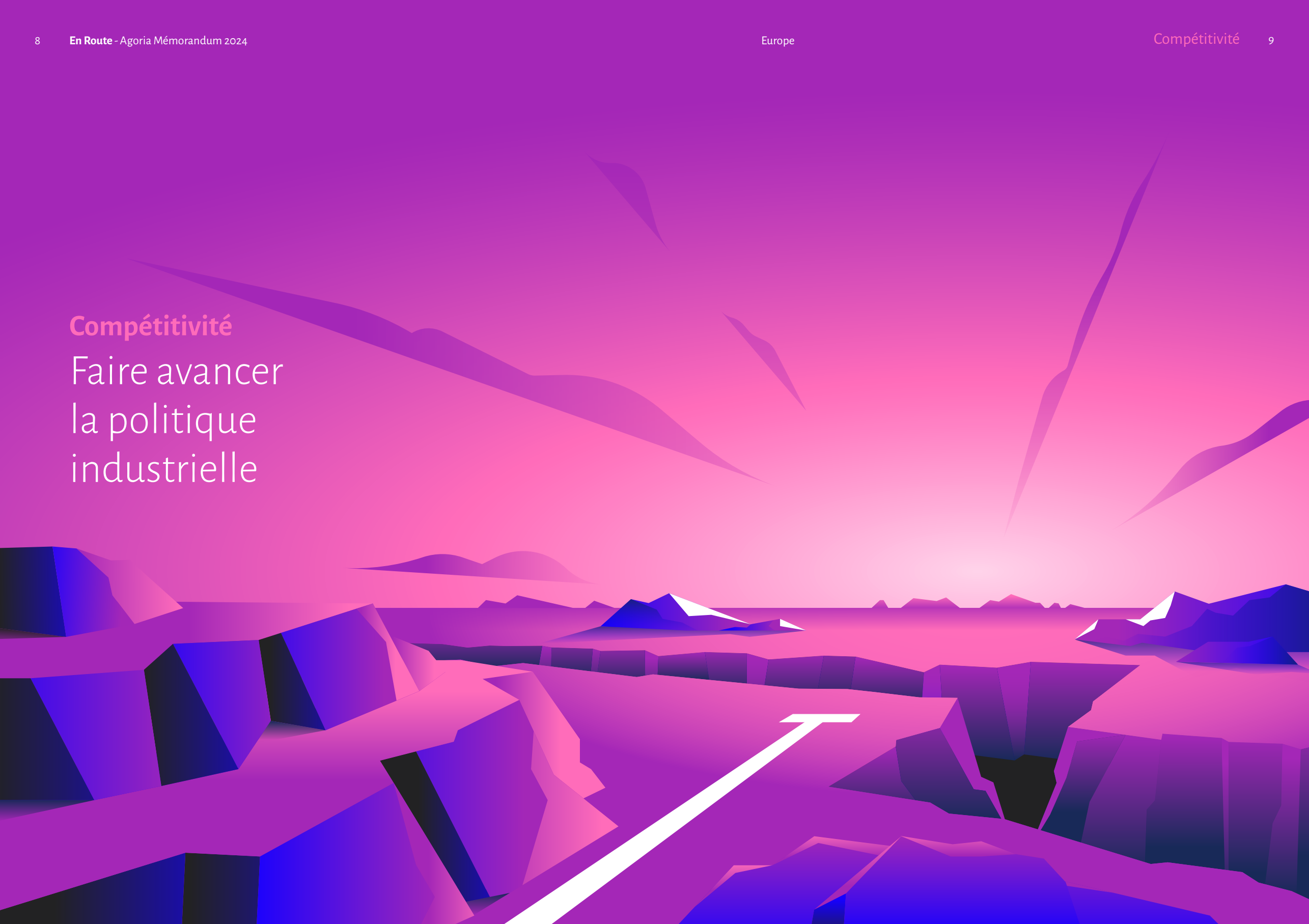
Laurent Hellebaut,
EU Affairs coordinator



Bart Steukers,
CEO d'Agoria

Compétitivité

Faire avancer
la politique
industrielle

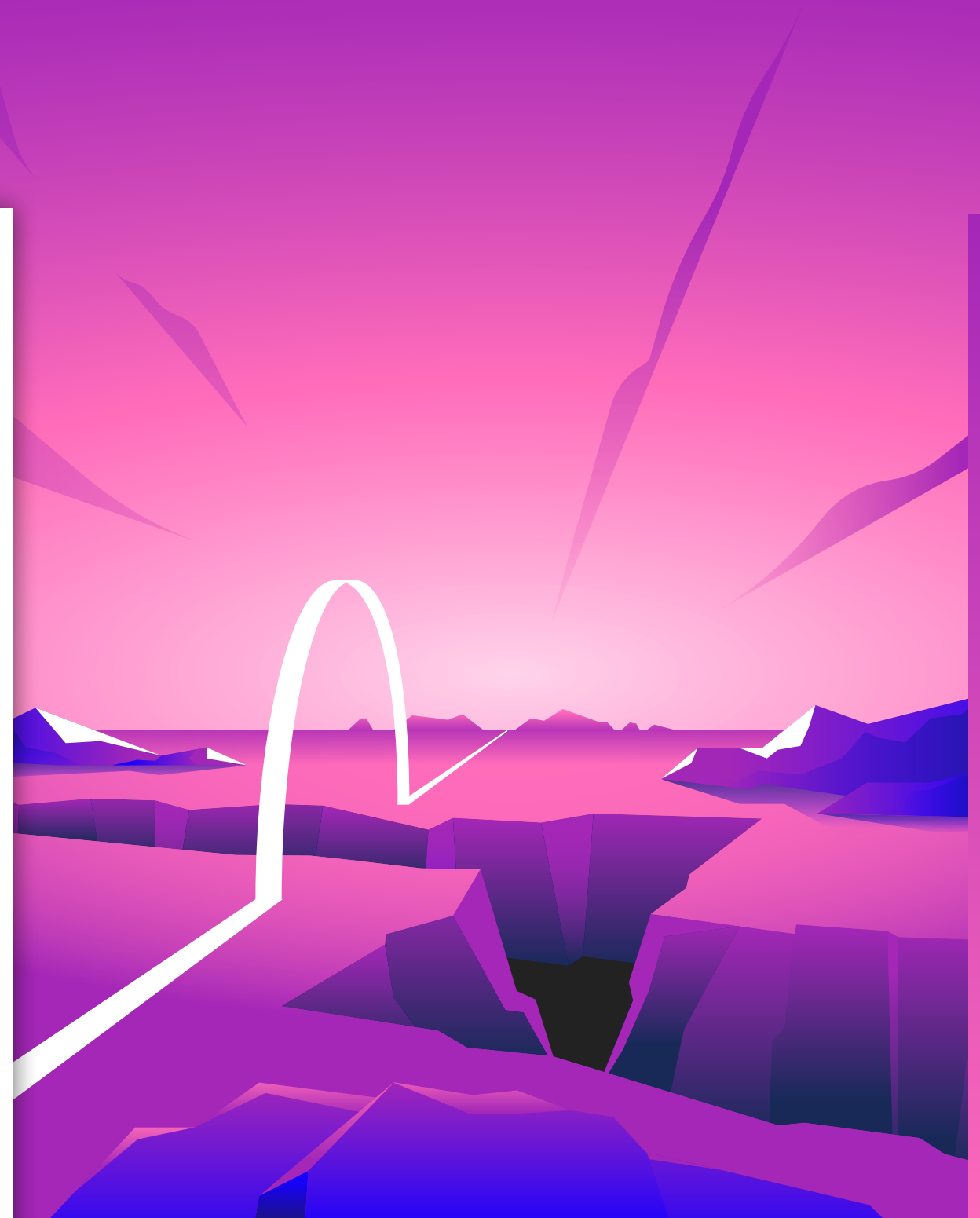


Il est temps de changer de route

L'économie européenne passe d'un défi à l'autre, avec des événements exceptionnels comme la pandémie de coronavirus, le conflit en Ukraine et la crise énergétique. Les conséquences se font sentir. Par exemple, les chaînes d'approvisionnement internationales sont sous pression, certains marchés sont (partiellement) fermés en raison de restrictions à l'importation et à l'exportation, et notre approvisionnement en énergie est revu à la hâte.

Dans ce contexte instable, l'Europe reste ambitieuse. Songeons, par exemple, aux objectifs de la transition verte et numérique. Mais comment y parvenir sans perte d'attractivité et de compétitivité par rapport aux États-Unis et à l'Asie ?

La volonté est là. Le lancement de l'EU Green Deal Industrial Plan (EU GDIP) au début de 2023 en est la preuve. Nous devons maintenant joindre le geste à la parole.



Dans la balance : rapidité, concertation et exhaustivité

Avec l'EU GDIP, l'Europe a bien l'intention de jouer un rôle de premier plan sur le marché des technologies neutres pour le climat. Cet objectif est déjà légitime puisque, selon l'Agence internationale de l'énergie, le marché mondial de ce type de technologies triplera d'ici à 2030.



Le succès du plan dépend maintenant d'un certain nombre de facteurs :

Rapidité – Si nous voulons vraiment jouer le jeu, il est essentiel de débloquer rapidement les fonds nécessaires et de raccourcir encore les délais de procédure. Le rythme des progrès et la forme sous laquelle l'Europe accorde son aide sont aussi importants que le montant de l'enveloppe. Il est à noter qu'un système d'aides d'État trop laxiste compromet le fonctionnement du marché unique et risque de profiter principalement aux grands États membres.

Concertation – L'EU GDIP repose sur quatre piliers : la réglementation, le financement, les compétences et le commerce. Les détails concrets sont actuellement en cours d'élaboration. Pour illustrer le pilier réglementaire, trois textes clés sont sur la table : le Net-Zero Industry Act, le Critical Raw Materials Act et l'Electricity Market Design. Ces textes déterminent quels matériaux, produits et technologies sont stratégiques et pourront bientôt bénéficier d'un soutien. Pour atteindre l'objectif visé, il est important que la rédaction soit cohérente et se fasse en concertation avec toutes les parties prenantes.

Exhaustivité – Une politique industrielle efficace englobe de nombreux aspects. Les subventions et le financement de projets ne suffiront pas. L'Europe devra également prendre des mesures dans des domaines tels que l'approvisionnement en énergie (voir le chapitre Énergie et Climat) et le commerce international (voir le chapitre Commerce international).

Cohérence – Au cours de la prochaine période politique, l'UE devra s'efforcer de renforcer la cohérence entre les différents domaines d'action. Plus ils seront complets et harmonisés, plus ils auront de chances de réussir.

Roadmap pour une prospérité durable

Instruments financiers, conditions de concurrence équitables et approche globale

#1 Influencer tous les aspects de la compétitivité

La politique industrielle ne se résume pas aux subventions. Agoria demande à l'Europe de travailler sur les différents paramètres de la compétitivité : fonctionnement du marché intérieur, accès au marché hors UE, réglementation, prix de l'énergie et des matières premières, etc.

Les nouvelles initiatives européennes devraient accorder une attention suffisante à la cohérence mutuelle et à la cohérence avec la législation existante. En outre, elles devraient être accompagnées d'un contrôle de la compétitivité¹.

¹ EU Employers welcome Commission's decision to introduce a competitiveness check in EU policy and law-making - Joint press release by the EESC Employers' Group, BusinessEurope, SMEUnited and SGI Europe | BusinessEurope

#2 Évaluer les instruments financiers existants

Les instruments financiers actuels sont-ils suffisamment efficaces ? Et quels sont ceux qui présentent des effets secondaires, tels que des distorsions dans le marché unique européen ? Ces questions et d'autres encore devraient faire l'objet d'une analyse approfondie de la part de la Commission européenne, en consultation avec les secteurs industriels concernés. Si les résultats indiquent que le système n'est pas optimal, Agoria appelle à une réforme cohérente des différents fonds européens sur la base des nouvelles priorités.

#3 Garder un œil sur les autres besoins et les besoins complémentaires

Si l'analyse du système d'instruments financiers révèle des besoins différents ou complémentaires, Agoria soutient le développement de solutions de financement durables. Celles-ci doivent contenir des objectifs, des indicateurs de performance clés et des procédures claires, et allouer des fonds par projet – et non par pays.

#4 Cofinancement des IPCEI d'Europe

Les projets importants d'intérêt européen commun (IPCEI) constituent un outil utile destiné à soutenir la R&D&I et les premières applications industrielles de technologies clés (batteries, hydrogène, etc.) en Europe. Toutefois, ce sont principalement les États membres qui financent ces IPCEI, ce qui entraîne des distorsions entre les États membres et les entreprises.

Agoria demande donc un cofinancement systématique par un fonds de l'Union européenne, afin de garantir des conditions de concurrence équitables. La gouvernance des IPCEI pourrait également être améliorée : définition plus transparente des nouveaux IPCEI, coordination plus forte par la Commission, définition d'indicateurs de performance clairs...

#5 Éviter les aides d'État improductives

Agoria s'oppose à un assouplissement excessif du cadre des aides d'État. Les instruments financiers doivent avant tout garantir des conditions de concurrence équitables. Cela bénéficiera à la compétitivité à long terme de l'industrie européenne.

Portée

#6 Opter pour l'exhaustivité

Pour l'élaboration de tous les domaines stratégiques de la politique industrielle, Agoria demande la prise en compte de l'ensemble de la chaîne de valeur et des différents acteurs industriels qui en font partie.

Règlement

#7 Donner aux PME suffisamment d'oxygène

Les entreprises sont confrontées à une multitude de nouvelles obligations. Il est essentiel d'évaluer à temps leur valeur ajoutée et de donner aux PME la marge de manœuvre nécessaire pour s'y conformer.

Technology for a better world

Une politique industrielle européenne devrait nous permettre d'être compétitifs et donc de créer une valeur ajoutée durable, ainsi que de concrétiser les engagements suivants : une croissance annuelle moyenne de l'industrie technologique en valeur ajoutée de 2,2 % d'ici 2030 et une croissance annuelle moyenne de l'industrie manufacturière de 1 % d'ici 2030.

R&D&I

Vers la norme de 3 %
pour la recherche,
le développement
et l'innovation



Il est temps de changer de route

L'expansion de la recherche, du développement et de l'innovation est cruciale pour la compétitivité et la croissance de l'Europe. Elle est source de prospérité sociale et économique. Bonne nouvelle : de grands progrès ont déjà été réalisés ces dernières années dans ces domaines.

L'Europe apporte un soutien financier important à la recherche et à l'innovation principalement dans le cadre du principal programme européen de recherche et d'innovation Horizon Europe, mais aussi par le biais d'un certain nombre d'autres programmes tels que Digital Europe, EU4Health, EDF (European Defence Fund), LIFE, etc.

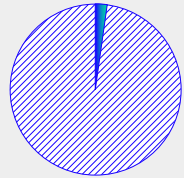
Les résultats méritent d'être soulignés. Bien que l'Europe compte à peine 9 % de la population mondiale, les Européens représentent quelque 20 % de l'ensemble des brevets et des publications de recherche les plus citées au monde.

Mais il y a aussi de moins bonnes nouvelles ...



Du retard d'investissement à la fuite des connaissances

Avec une intensité de R&D de 2,3 % en 2020, l'Europe fait beaucoup mieux qu'il y a 20 ans. En 2000, seulement 1,8 % du PIB annuel était consacré à la recherche et au développement. Aujourd'hui, nous restons bien en deçà de l'objectif de 3 %, alors que des pays comme la Corée du Sud (4,8 %), les États-Unis (3,5 %) et le Japon (3,7 %) ont facilement franchi ce cap en 2021.

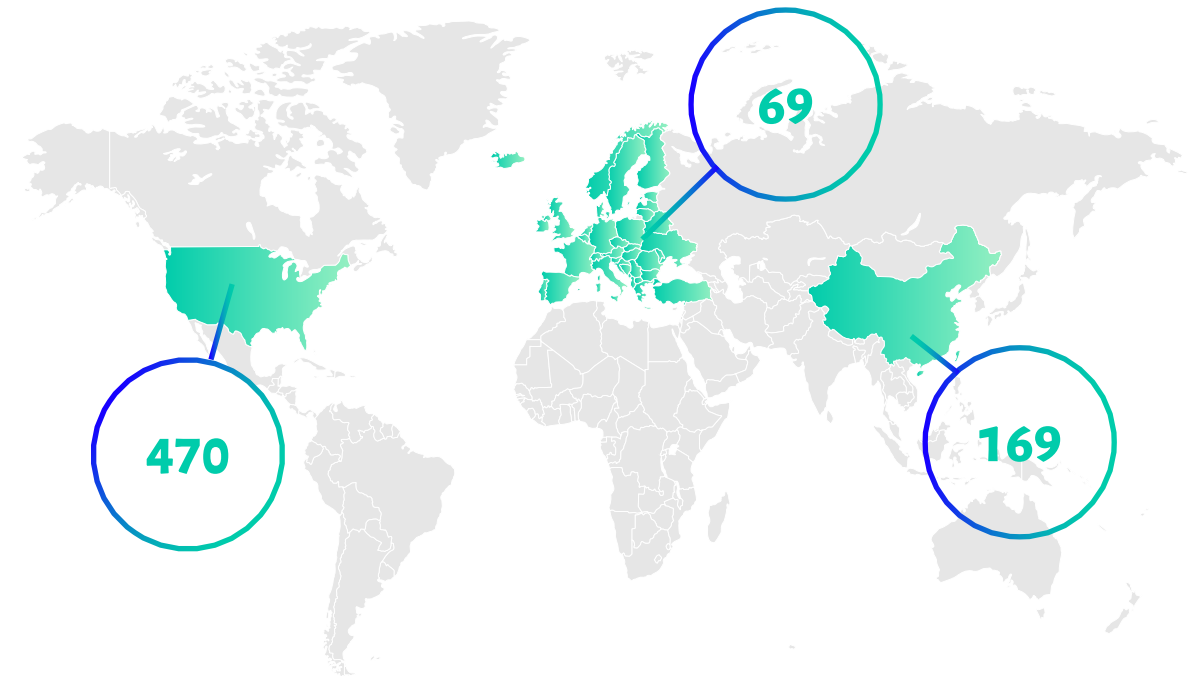


2,3 %

Tel est le pourcentage du PIB annuel que l'Europe consacre à la recherche et au développement.

Nous constatons également un grand nombre d'obstacles pour les PME. Il leur est difficile de participer aux programmes de recherche, de développement et d'innovation. Il n'y a pas encore de conditions de concurrence équitables.

Enfin, on assiste à une certaine fuite des connaissances. Bon nombre des meilleurs chercheurs et innovateurs de l'UE s'installent dans des régions où les conditions sont plus favorables. Le marché de l'UE est encore fragmenté et ne favorise pas suffisamment l'innovation.



69

Tel est le nombre de licornes ayant leur siège en Europe, contre 169 en Chine et 470 aux États-Unis.

Roadmap pour une prospérité durable

#1 Cofinancement des IPCEI d'Europe

Les projets importants d'intérêt européen commun (IPCEI) sont un outil utile pour soutenir la R&D&I et les premières applications industrielles de technologies clés (batteries, hydrogène, etc.) en Europe. Toutefois, ce sont principalement les États membres qui financent ces IPCEI, ce qui entraîne des distorsions entre les États membres et les entreprises.

Agoria appelle donc à un cofinancement systématique par un fonds de l'Union européenne, afin de garantir des conditions de concurrence équitables. La gouvernance des IPCEI pourrait également être améliorée : définition plus transparente des nouveaux IPCEI, coordination plus forte par la Commission, définition d'indicateurs de performance clairs...

#2 Déploiement de ce que l'on appelle les bacs à sable réglementaires

Établir un cadre juridique qui encourage l'innovation. Les bacs à sable réglementaires donnent aux entreprises la liberté de tester des technologies, des produits, des services et des méthodes de travail innovants dans un environnement réel, mais contrôlé et sûr.

#3 Soutien aux programmes-cadres 9 et 10

Garantir la continuité du 9e PCRD (2025-2027) et impliquer les entreprises dans la définition du 10e PCRD, afin d'accroître notre compétitivité industrielle et de renforcer le leadership de l'Europe dans les technologies vertes et numériques. De plus, Agoria préconise une augmentation du budget du 10e PCRD, à la fois en termes absolus et relatifs.

#4 Plus de concentration sur les domaines stratégiques et les premières phases industrielles

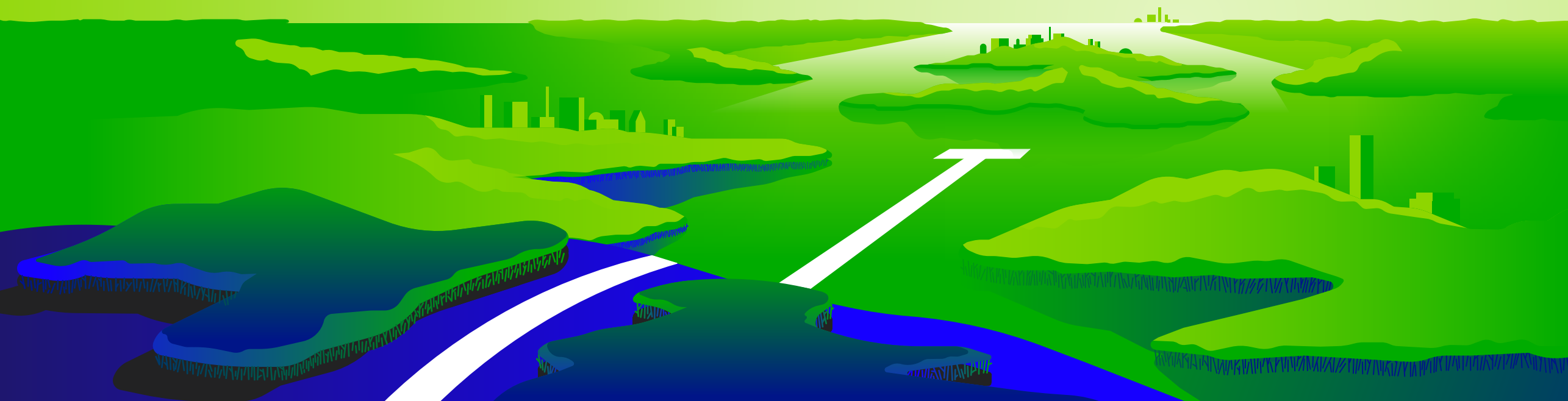
Agoria demande que l'on se concentre davantage sur des domaines stratégiques tels que la numérisation, les technologies vertes et les technologies de fabrication avancées. En effet, ces domaines sont essentiels à la réussite de la double transition et au renforcement de la base industrielle de l'Europe. En outre, les premières phases industrielles méritent également une plus grande attention. De cette manière, nous permettons la transition vers une plus grande échelle d'usines de démonstration et d'usines pilotes.

Technology for a better world

Notre rapport sur le développement durable fait état de notre engagement à représenter un tiers des dépenses de R&D dans l'industrie belge d'ici 2030. Nous avons également formulé l'ambition de mettre sur le marché cinq technologies révolutionnaires d'ici 2030. Pour y parvenir, il est nécessaire que l'UE mette en place une politique favorable à la R&D.

Climat entrepreneurial

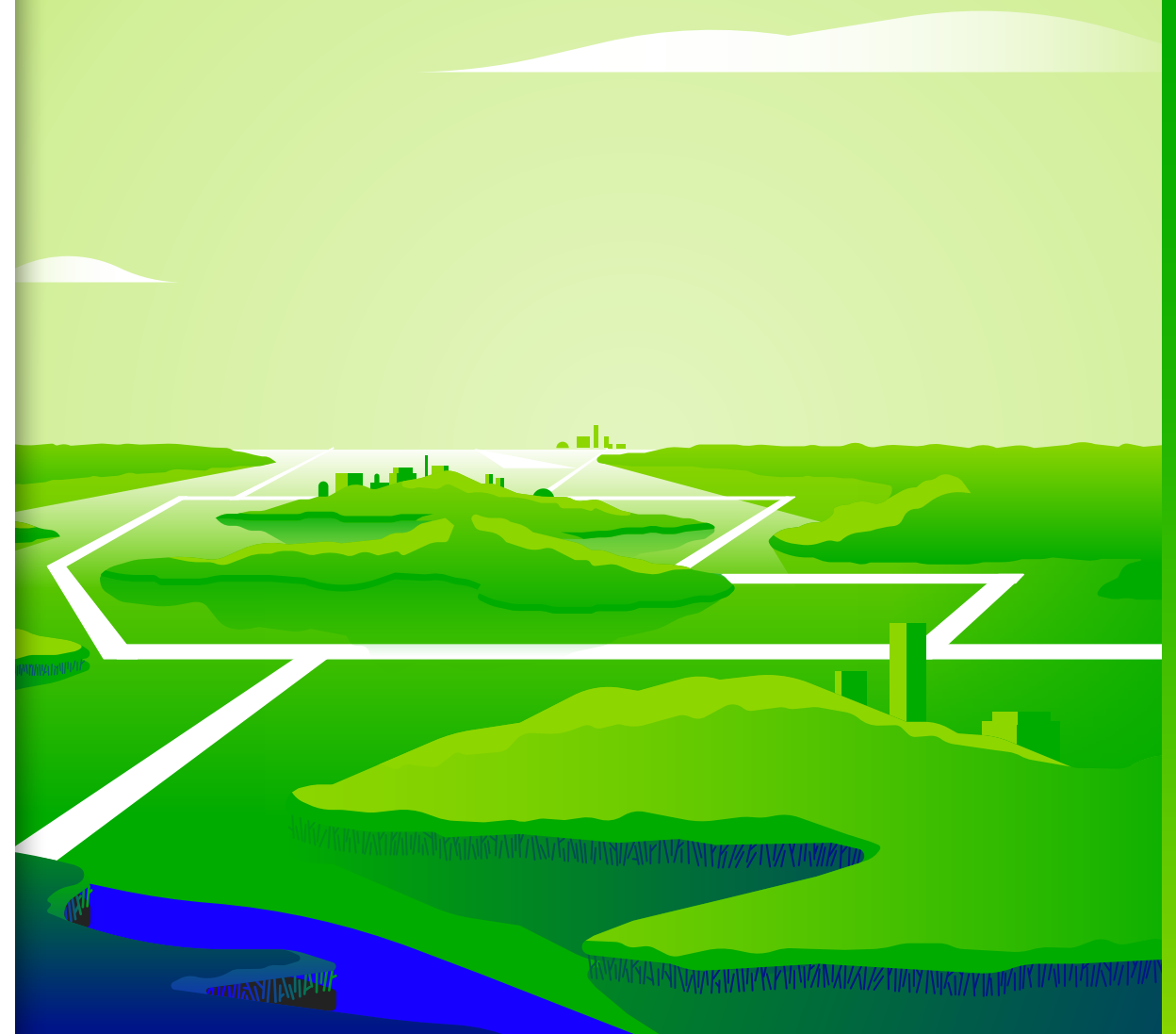
Soutien à l'entrepreneuriat,
à l'innovation
et à l'investissement



Il est temps de changer de route

Depuis des années, le climat entrepreneurial européen est soumis à des pressions sans précédent. À la pandémie de coronavirus ont succédé l'invasion russe de l'Ukraine, la crise de l'énergie, l'inflation galopante et la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales. Bon nombre de ces défis extérieurs sont apparus comme un coup de tonnerre et notre compétitivité internationale en a fortement souffert. Songeons, par exemple, aux prix de l'énergie, qui ont longtemps été beaucoup plus élevés en Europe qu'aux États-Unis et qui sont encore quatre fois supérieurs pour le gaz, par exemple (voir le chapitre Energie et climat).

When it rains, it pours.



Une pression réglementaire inouïe

Comme si la série historique de défis extérieurs ne suffisait pas, l'Europe elle-même a également fait sa part pour mettre sous pression le climat entrepreneurial. Ou plus concrètement, cette Commission européenne s'est distinguée par une pression réglementaire sans précédent, sans pour autant évaluer la compétitivité.

L'hyperrégulation dans le cadre de la transition jumelée, un cas d'école

Afin d'accélérer la transition écologique, l'UE met sur la table le Green Deal, qui comprend le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM), des règles de diligence raisonnable et des obligations strictes en matière de rapports sur le développement durable.

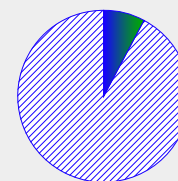
La Commission européenne a également été particulièrement active sur le thème de la transition numérique. Data Act, AI Act, Chips Act, directive NIS 2... toutes ont vu le jour. Le Cyber Resilience Act est quant à lui en cours d'élaboration.

Qui peut encore suivre ? Et même si c'est le cas, qui a le temps de tout mettre en œuvre sans faille et sans perte de compétitivité ? Les PME sont particulièrement menacées. Elles ne sont pas toujours directement visées par les règles, mais leurs fournisseurs et leurs clients attendent d'elles qu'elles entreprennent également les démarches nécessaires. Elles sont donc de facto rapidement concernées par toutes ces règles si elles veulent continuer à fournir leurs services et leurs produits.

En d'autres termes, cette Commission européenne a été très active en matière de réglementation, tandis que la valeur ajoutée des différentes réglementations n'est pas toujours évidente, c'est le moins que l'on puisse dire. Il est temps de prendre un nouveau virage.

Wanted : des solutions à long terme pour des défis immédiats

Les institutions européennes ont mis sur papier des objectifs ambitieux – de la neutralité climatique au leadership numérique – et introduisent toutes sortes de réglementations pour les soutenir. Mais le risque est que les obligations qui en découlent limitent les entreprises technologiques, alors qu'elles sont précisément essentielles à notre prospérité.



8%

telle est la part du secteur technologique dans l'output économique européen.

(Source : EU Tech, Deloitte Insights)

Nous avons besoin d'un cadre qui encourage l'entrepreneuriat, soutient le développement et permet l'innovation. Il s'agit là, certes, de fondamentaux, mais l'Europe doit les remettre sur les rails pour faire face à ses concurrents mondiaux.

Législation et réglementation, stabilité économique, accès aux capitaux, développement des talents, culture d'entreprise... Sur bon nombre de ces éléments constitutifs d'un climat entrepreneurial sain, l'UE n'a pas obtenu les résultats escomptés ces dernières années. Dans l'ensemble, cela a également créé un problème de perception. Les entrepreneurs se méfient de la rigidité de l'Europe. Comment pouvons-nous rendre notre climat d'affaires à nouveau attrayant ?

En 2020, la Commission a présenté un nouveau plan d'action pour progresser vers l'achèvement de l'Union des marchés des capitaux (UMC). Ce plan contient une série de mesures législatives et non législatives visant à atteindre trois objectifs principaux :

- soutenir une reprise économique verte, numérique, inclusive et résiliente en rendant le financement plus accessible aux entreprises européennes
- rendre l'UE encore plus sûre en tant qu'espace où les citoyens peuvent épargner et investir à long terme
- intégrer les marchés nationaux des capitaux dans un véritable marché unique
- à la suite de ce plan d'action, certaines mesures ont déjà été prises, mais parvenir à une véritable union des marchés des capitaux nécessite encore du travail.

Roadmap pour une prospérité durable

#1 Mise en œuvre faisable des propositions législatives

Agoria insiste sur le fait que les initiatives européennes doivent rendre plus attractifs les activités commerciales, l'innovation et l'investissement. Les 4 piliers du Green Deal Industrial Plan – réglementation, financement, compétences et commerce international – semblent prometteurs, mais en général, nous constatons au sein de l'UE un besoin croissant de concentration, de meilleure planification et de délais plus réalistes pour une mise en œuvre réussie des différentes propositions législatives européennes. (voir le chapitre [Compétitivité](#))

#2 Études d'impact sur l'ensemble de la chaîne de valeur

Agoria estime que les nouvelles réglementations européennes ne peuvent voir le jour que si une étude analyse et évalue (positivement) leur impact sur l'ensemble de la chaîne de valeur. En ayant une idée des coûts et des avantages potentiels, les entrepreneurs peuvent prendre et anticiper plus rapidement des décisions orientées vers l'avenir.

#3 Plus de clarté dans la réglementation

Agoria milite pour un cadre réglementaire stable et cohérent dans lequel l'agilité, la clarté et l'harmonie sont les mots clés. La prochaine législature doit renouer avec un cadre favorable aux entreprises.

#4 Révisions à mi-parcours des nouvelles réglementations

Agoria note que les nouvelles réglementations européennes, telles que le Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (CBAM), sont lancées avec les meilleures intentions du monde, mais ont parfois des conséquences tout autres. Dès qu'il apparaît que les charges (administratives) ne l'emportent pas sur les avantages (supposés), les régulateurs doivent être prêts à revoir fondamentalement les réglementations et, si nécessaire, à les annuler avant la fin de la période de transition.

#5 Faire de l'Union des marchés de capitaux une réalité

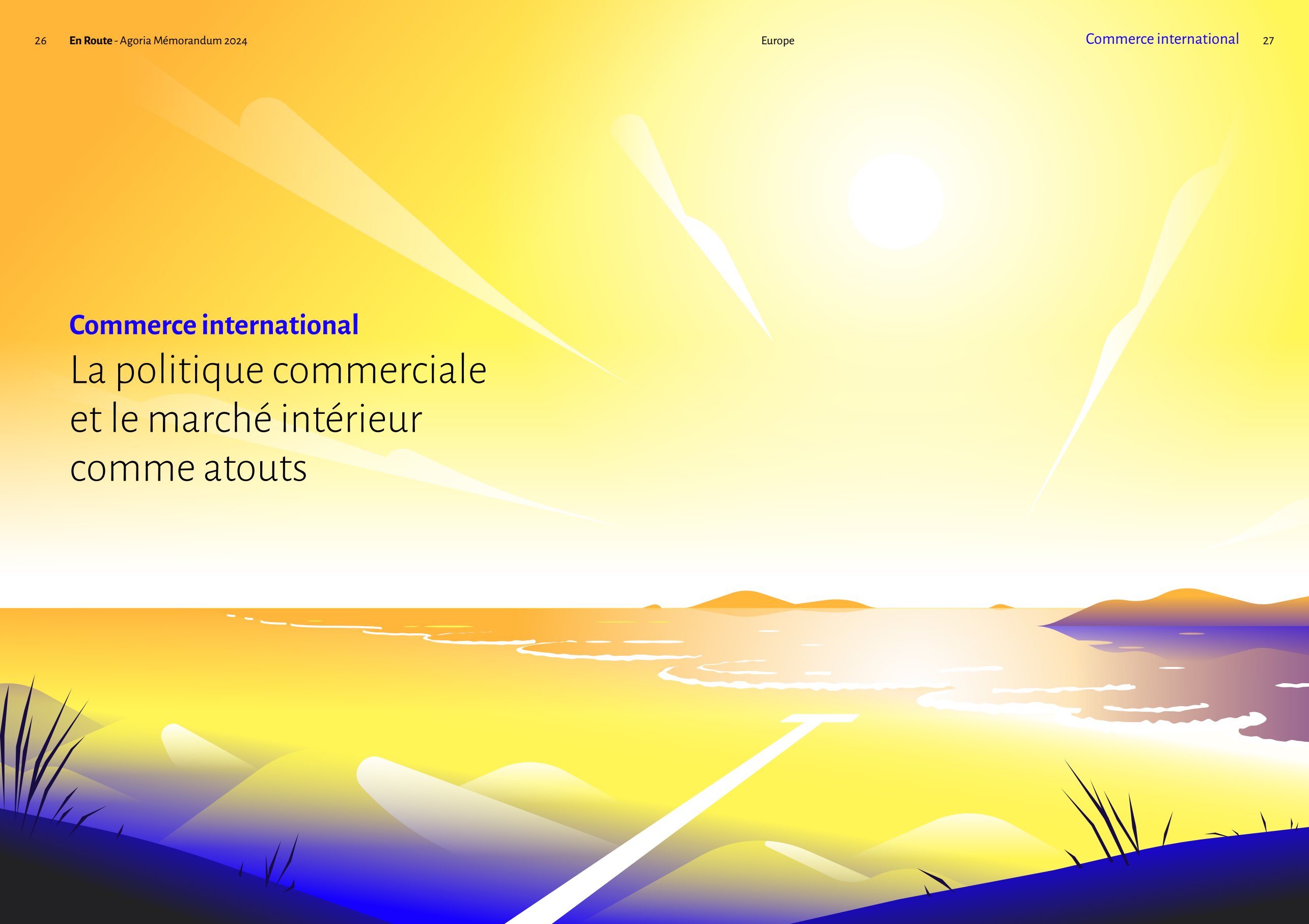
Le marché européen des capitaux reste fragmenté au-delà des frontières nationales. En supprimant les barrières, l'Union des marchés des capitaux pourrait créer de nouvelles sources de financement pour les entreprises, soutenant ainsi la transition verte et numérique.

Technology for a better world

Moins de paperasserie et de réglementation, telle est la condition nécessaire pour améliorer la compétitivité de nos entreprises. Il faut donc encourager et faciliter l'entrepreneuriat plutôt que d'inhiber.

Commerce international

La politique commerciale
et le marché intérieur
comme atouts



Il est temps de changer de route

Pour continuer à assurer la production industrielle européenne, la croissance de nos entreprises et la préservation de notre État-providence, les gouvernements européens et nationaux doivent d'urgence passer à la vitesse supérieure. Notre marché unique risque de se fragmenter, de nombreuses puissances économiques non européennes nous dépassant sur divers horizons.



Regard sur l'UE

Le marché unique est sans aucun doute l'une des plus grandes réussites de l'Europe. Il est source de croissance, de prospérité et d'emplois. Avec 447 millions de consommateurs, le marché européen représente pas moins de 18 % du PIB mondial. Nous pouvons en être fiers.

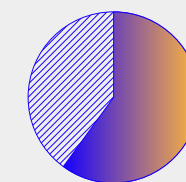
Le marché unique de l'UE représente 56 millions d'emplois et 25 % du PIB de l'UE.

Toutefois, plusieurs tendances au sein de la réglementation européenne compromettent aujourd'hui la force de cette réussite :

- une cascade de nouvelles réglementations rend la mise en conformité extrêmement complexe ;
- le manque de précision des textes réglementaires entrave l'harmonisation ;
- une grande marge d'interprétation conduit à des applications très différentes ;
- un nombre croissant d'États membres prennent eux-mêmes des mesures dans des domaines où des réglementations européennes existent déjà ou sont imminentes.

Regard sur le reste du monde

À l'avenir, 85 % de la valeur ajoutée mondiale sera créée en dehors de l'Europe (Source : Commission européenne, Une politique commerciale ouverte, durable et ferme, 18/02/2021). Il n'est pas possible de s'en protéger. Au contraire, si nous voulons avoir accès à suffisamment de matières premières et de composants pour réaliser la double transition, nous devons regarder le monde avec un esprit ouvert. Le but étant de nous assurer ainsi un marché plus vaste pour nos technologies vertes, numériques et autres. L'autonomie stratégique ouverte (ASO) ne doit pas être une politique protectionniste.



60 %

de toutes les importations européennes sont déterminants pour notre production industrielle.

À cet égard, il est tout à fait alarmant que les accords de libre-échange soient bloqués au niveau national. Il est urgent de mettre en place une politique commerciale à l'épreuve du temps.

Roadmap pour une prospérité durable

Regard sur l'UE

#1 Créer un cadre réglementaire qui renforce le marché unique

Agoria souhaite que l'Europe se concentre davantage sur l'harmonisation et l'uniformisation des conditions de concurrence afin de lutter contre la fragmentation croissante. Il n'y a plus de place pour les initiatives nationales ou les interprétations divergentes qui fragmentent le marché unique, intentionnellement ou non.

En outre, Agoria suggère que toutes les propositions réglementaires soient soumises à un test de compétitivité. Cela permettra de s'assurer que le cadre réglementaire stimule l'innovation, qu'il est neutre sur le plan technologique et qu'il offre une sécurité juridique à long terme (voir également le chapitre Compétitivité).

Un troisième moyen de renforcer le marché unique consiste à intégrer de manière cohérente les principes du New Legislative Framework (exigences essentielles, normes harmonisées, etc.) dans toutes les nouvelles législations relatives aux produits. Il est important que le processus d'élaboration et d'adoption des normes harmonisées soit transparent et efficace, avec la participation de l'industrie.

Enfin, Agoria milite en faveur de l'expansion des bacs à sable réglementaires. Ceux-ci permettent aux entreprises d'expérimenter des innovations dans un environnement juridique sûr. L'AI Act et le Net-Zero Industry Act constituent de bons exemples à cet égard.

#2 Mettre en œuvre des mesures pour des conditions de concurrence équitables

L'Europe doit combler les lacunes dans la surveillance du marché par une législation simple, proportionnée et flexible. En outre, Agoria appelle à une gestion prudente des régimes d'aides d'État et des exceptions qui sont accordées en la matière. Ces régimes créent des divisions entre les États membres : certains ont plus de possibilités que d'autres de subventionner l'industrie nationale grâce aux aides d'État.

#3 Garder un esprit ouvert à la normalisation

L'Europe devrait continuer à participer aux projets de normalisation internationaux et chercher à s'aligner sur les exigences internationales. Inversement, elle devrait également être ouverte aux contributions internationales à ses propres activités de normalisation et promouvoir les normes européennes au niveau mondial par le biais de l'harmonisation et d'accords bilatéraux, tels que le Conseil du commerce et de la technologie.

#4 S'adresser à un seul marché pour les données

Faire des données la 5^e liberté européenne. Ce n'est qu'à cette condition que notre marché unique continuera à fonctionner harmonieusement. Les interprétations nationales divergentes des réglementations européennes, telles que celles qui menacent également de saper les nouvelles législations que sont la loi sur la gouvernance des données et la loi sur les données, doivent disparaître. Enfin, la poursuite du développement des espaces de données dans les domaines économiques stratégiques est cruciale pour l'Europe. Songeons à l'énergie, à la santé et à l'industrie manufacturière.

Regard sur le reste du monde

#5 Faire des choix stratégiques en matière d'importation et d'exportation et agir en conséquence

L'Europe est forte dans des secteurs tels que les technologies vertes, les technologies numériques, l'automatisation industrielle et les solutions de santé. Tous ces secteurs connaissent une transformation rapide et ont une portée mondiale. Si l'Europe fait le choix de soutenir ces technologies, la réglementation et le financement devraient suivre la même ligne et faciliter la production en Europe.

#6 Se concentrer sur le long terme

Nos discussions avec les États-Unis dans le cadre du Conseil du commerce et de la technologie doivent aller au-delà des élections de 2024. Ce n'est qu'à ce moment-là que nous pourrions mettre en commun nos atouts technologiques, élaborer des normes communes et défendre notre système commercial ouvert.

La politique commerciale internationale a donc besoin d'une vision à long terme, tout comme un alignement sur la politique industrielle. Important : cela implique un consensus européen sur les intérêts offensifs et défensifs. Un consensus qui, de plus, soit soutenu par des législatures et des majorités différentes. C'est pourquoi Agoria estime qu'une politique de commerce et d'investissement doit avant tout soutenir les secteurs stratégiques en sécurisant l'approvisionnement et en garantissant la fiabilité des ventes. L'autonomie l'emporte sur l'ouverture ? Dans ce cas, poursuivons une politique d'accompagnement avec des subventions européennes, des participations nationales et des crédits d'impôt.

#7 Ne pas confondre souveraineté et protectionnisme

Agoria demande à l'Europe de jouer un rôle plus important dans les forums internationaux tels que l'OMC. L'objectif est d'intensifier la coopération avec les pays partageant les mêmes idées en supprimant, entre autres, les barrières (non) tarifaires au commerce.

Agoria souhaite élargir les chapitres sur le commerce numérique dans les accords de libre-échange afin d'encourager la libre circulation des données, mais aussi d'aborder les questions relatives au géoblocage, aux droits d'auteur et à la localisation forcée (par exemple, l'obligation de publier le code source). Un autre point d'action dans ce domaine est la conclusion de nouveaux accords sur le commerce numérique avec des partenaires commerciaux existants tels que Singapour et la Corée du Sud.

#8 Favoriser une plus grande diversification géographique des chaînes de valeur

Il est essentiel que la politique commerciale de l'UE continue à garantir un accès préférentiel aux marchés existants et surtout aux nouveaux marchés. Grâce aux traités bilatéraux, l'UE peut contribuer à un approvisionnement durable et diversifié en matières premières, tout en appliquant des règles d'origine plus strictes.

#9 Concentrer les fonds et les instruments sur les secteurs stratégiques

L'UE et ses États membres disposent des budgets et des outils nécessaires pour aider les entreprises à s'internationaliser. L'UE devrait répertorier et optimiser les fonds et les instruments existants.

#10 Mettre en œuvre le CBAM avec circonspection

Mettre à profit la période de transition pour évaluer l'impact total du CBAM. Analyser l'impact sur l'ensemble de la chaîne de valeur afin d'éviter une concurrence déloyale en Europe de la part de produits importés moins chers et non couverts par le CBAM. Si la charge administrative pour les gouvernements et les entreprises est trop lourde ou s'il y a un handicap concurrentiel supplémentaire pour les exportations et sur le marché européen, l'UE devrait être prête à faire des ajustements. Agoria appelle également l'UE et ses États membres à participer activement à un Club du carbone international qui pourrait lancer un système d'échange de quotas d'émissions de CO₂.

#11 Revoir la manière dont les entreprises doivent fournir des informations

Prenons l'exemple de l'adoption des mesures de sauvegarde. Les producteurs d'acier européens sont importants et consolidés. Les utilisateurs d'acier, en revanche, sont pour la plupart des PME qui ne disposent pas des mêmes ressources, mais qui paieront bientôt le prix cumulé (contrôles à l'exportation, mesures de sauvegarde, sanctions, durabilité des entreprises, CBAM, etc.)

#12 Maintien du moratoire sur les droits de douane

Agoria demande la prolongation du moratoire sur les droits de douane pour les transmissions électroniques. Ou mieux encore, rendre le moratoire permanent et contraignant.

#13 Se concentrer davantage encore sur les accords de libre-échange

D'une part, en concluant de nouveaux accords avec des partenaires clés, tels que l'Indonésie et la Thaïlande. D'autre part, en ratifiant et en mettant en œuvre immédiatement les accords conclus (CETA, UE-Chili, UE-MERCOSUR, UE-Mexique, UE-Nouvelle-Zélande, UE-Australie). Agoria préconise l'introduction de conséquences financières et non financières pour les États membres qui ne ratifient pas les accords approuvés.

#14 Coordonner la mise en œuvre des mécanismes de contrôle nationaux pour le filtrage des investissements étrangers

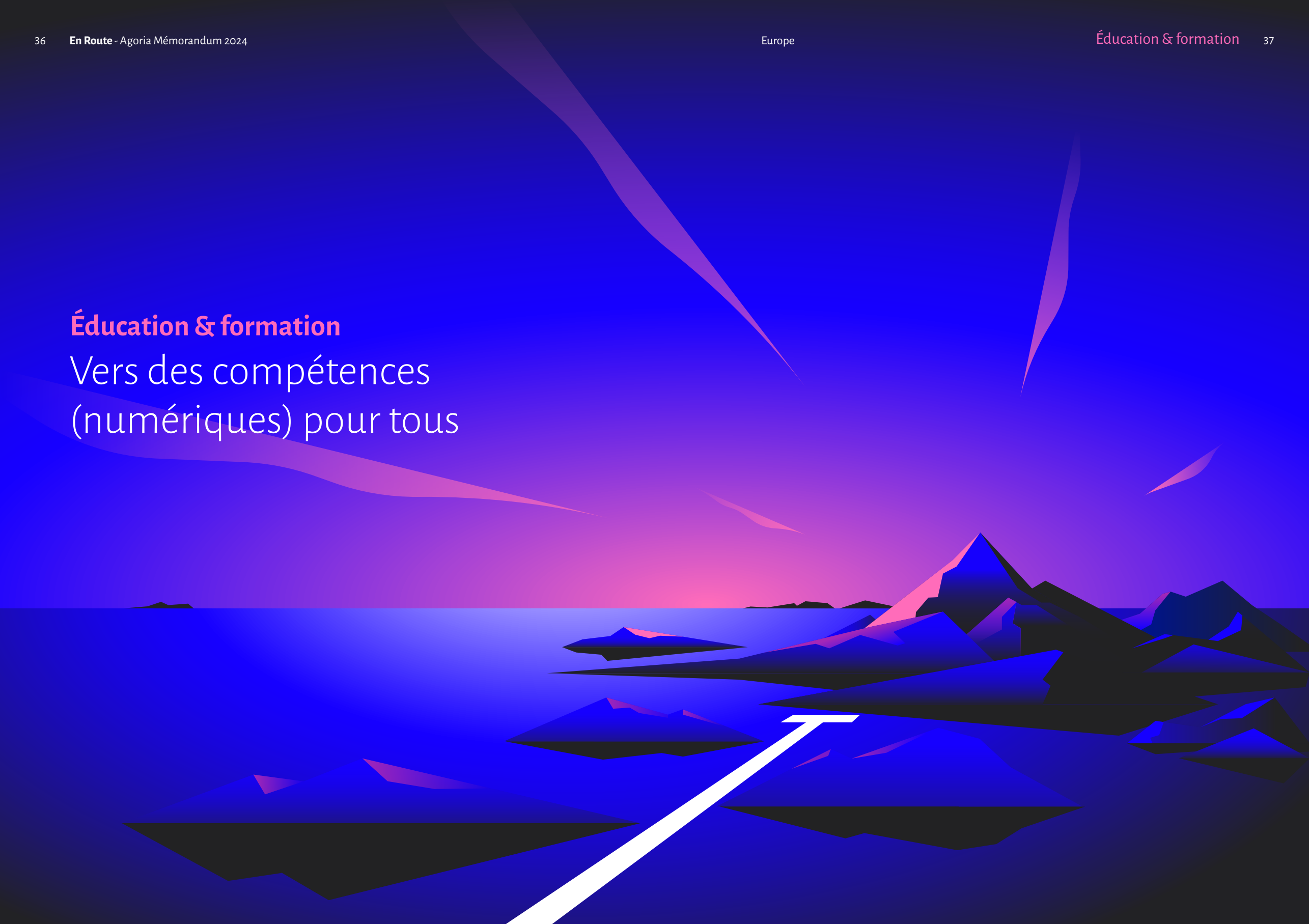
L'UE a adopté un mécanisme contraignant d'échange d'informations sur les investissements directs étrangers dans l'UE. La priorité est de développer et de mettre en œuvre des mécanismes de contrôle nationaux, ainsi qu'une coordination européenne sûre et bien huilée.

Technology for a better world

Nos engagements en matière de développement durable s'accompagnent également d'efforts en matière de conformité. Le secteur technologique s'engage à fournir des produits et des services conformes à la législation en vigueur. Nous veillons à agir conformément à la législation et aux réglementations généralement applicables et spécifiques au secteur.

Éducation & formation

Vers des compétences
(numériques) pour tous



Il est temps de changer de route

Le marché du travail européen a tremblé sur ses bases ces dernières années. De la pandémie de coronavirus au conflit ukrainien en passant par l'inflation galopante, les épreuves de vérité se sont succédé à un rythme effréné. Il en est ressorti que notre marché du travail est remarquablement résilient. En effet, jamais autant de personnes n'ont été employées en Europe : pas moins de 74,6 % de la population âgée de 20 à 64 ans. Cela nous rapproche déjà de l'objectif européen pour 2030 qui est de 78 %.



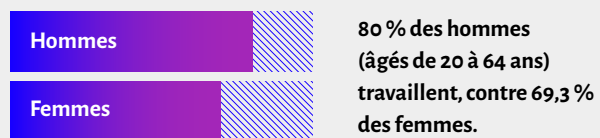
Un mix de défis

La conclusion logique semble être « Nous sommes en bonne voie ». Il ne semble pas nécessaire dans l'immédiat de recourir à de nombreuses stratégies de reskilling, upskilling et autres stratégies de formation. Mais qu'en est-il réellement ? Ceux qui regardent au-delà des chiffres macroéconomiques voient des défis difficiles à relever sur la voie actuelle :

Défi 1 : Tous les groupes ne sont pas massivement occupés

Il s'agit notamment de personnes peu instruites, de migrants, de femmes et de professionnels en début ou en fin de carrière.

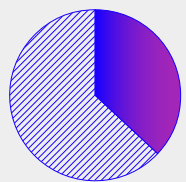
L'écart entre les hommes et les femmes persiste



L'écart entre les sexes est encore plus frappant dans les secteurs technologiques. Par exemple, seul un informaticien sur six est une femme. La situation ne semble guère s'améliorer, puisque deux diplômés en STEM sur trois sont des hommes.

Défi 2 : Les entreprises ne trouvent pas les profils adéquats

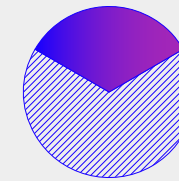
Trois entreprises sur quatre affirment avoir du mal à trouver des travailleurs possédant les compétences requises. Cette situation a un impact négatif sur la croissance économique. En chiffres, 28 % des entreprises manufacturières et 31 % des entreprises de services et de construction sont directement pénalisées en termes de productivité.



37 %
des adultes suivent régulièrement une formation. D'ici à 2030, l'Europe souhaite faire passer cette proportion à 60 %.
(Source : Commission européenne)

Défi 3 : Les compétences numériques sont réservées à quelques privilégiés

Selon l'indice de l'économie et de la société numériques (DESI, 2022), seuls 54 % de la population européenne possèdent des compétences numériques de base. Si l'on considère l'ensemble de la population, 40 % ont besoin d'une formation pour acquérir des compétences numériques.



1/3

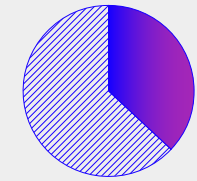
des professionnels européens manquent de compétences numériques fondamentales.

Une fois encore, la conclusion est que nous avons encore un long chemin à parcourir si nous voulons atteindre les objectifs de la boussole numérique européenne pour 2030, à savoir :

- 80 % des adultes possèdent des compétences numériques de base
- 20 millions de personnes travaillent comme spécialistes des technologies de l'information
- Il y a davantage de femmes employées dans les secteurs technologiques

Défi 4 : La double transition exige un recours massif à l'upskilling et au reskilling

Transition verte : des stratégies telles que l'EU Green Deal Industrial Plan et le Net Zero Industry Act créeront des emplois dans de nombreux secteurs d'activité. Toutefois, une pénurie de main-d'œuvre appropriée pourrait considérablement entraver cette croissance de l'emploi.



35-40 %

des emplois seront (potentiellement) affectés par la transition verte.

1,7 - 4,1 milliards €

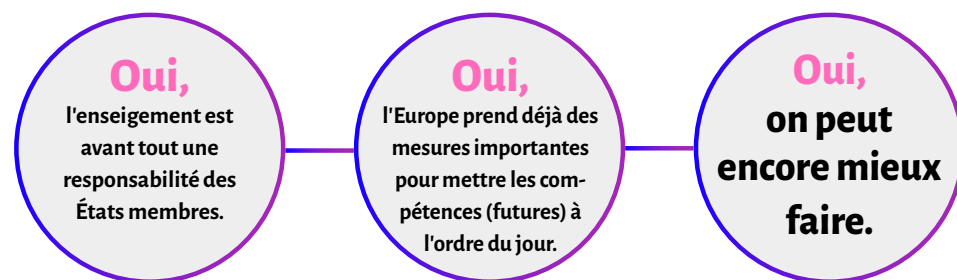
tels sont les investissements estimés nécessaires pour la formation, le reskilling et l'upskilling en vue de développer des technologies « zéro net » stratégiques à l'horizon 2030.

Transition numérique : d'une part, la numérisation résout une partie de la pénurie de main-d'œuvre ; d'autre part, l'adoption de nouvelles technologies numériques entraîne une demande accrue pour certains profils.

L'Europe, acteur de sensibilisation et de motivation et tremplin financier

Le développement des talents par le biais d'un enseignement à l'épreuve du temps, l'intégration de l'apprentissage tout au long de la vie et un lien étroit entre la formation et le marché du travail sont essentiels pour la compétitivité de notre économie de la connaissance. C'est pourquoi Agoria soutient les diverses initiatives européennes visant à mettre l'accent sur le développement des talents, notamment l'EU Green Deal Industrial Plan, l'Année européenne des compétences 2023 et le Pact for Skills. Mais il y a encore des progrès à faire.

Qu'attendons-nous des institutions européennes ? Qu'elles sensibilisent davantage, qu'elles donnent plus d'impulsion à l'action et qu'elles mettent davantage de soutien financier à la disposition des acteurs technologiques, en particulier des PME.



Roadmap pour une prospérité durable

#1 Planification stratégique de la main-d'œuvre

Agoria demande davantage d'informations concernant l'évolution de l'offre et de la demande sur le marché du travail, tant sur le plan quantitatif que qualitatif. Ces informations concernent les pertes d'emploi, la création d'emploi et le contenu des emplois et constituent la base d'une politique proactive en matière de marché et de formation.

#2 Des pôles de talents accessibles pour la technologie

Agoria préconise la création de pôles de connaissances européens autour de domaines d'expertise spécifiques et de technologies émergentes. Ces pôles doivent à leur tour être reliés à des clusters régionaux afin d'optimiser le flux de connaissances. Les partenaires publics et privés doivent travailler en étroite collaboration pour mettre en place ce réseau.

#3 Les compétences comme partie intégrante des programmes d'innovation

Agoria note que les programmes d'innovation européens visent principalement à accélérer la double transition. Mais dans nombre de ces programmes d'innovation, les compétences sont décrites comme une composante distincte ou comme des politiques d'accompagnement. Or, la mise en œuvre de technologies innovantes ne sera couronnée de succès que s'il y a suffisamment de talents pour mettre en œuvre ces innovations.

#4 Intégration des technologies de formation dans les appels d'offres de l'UE pour les programmes de formation

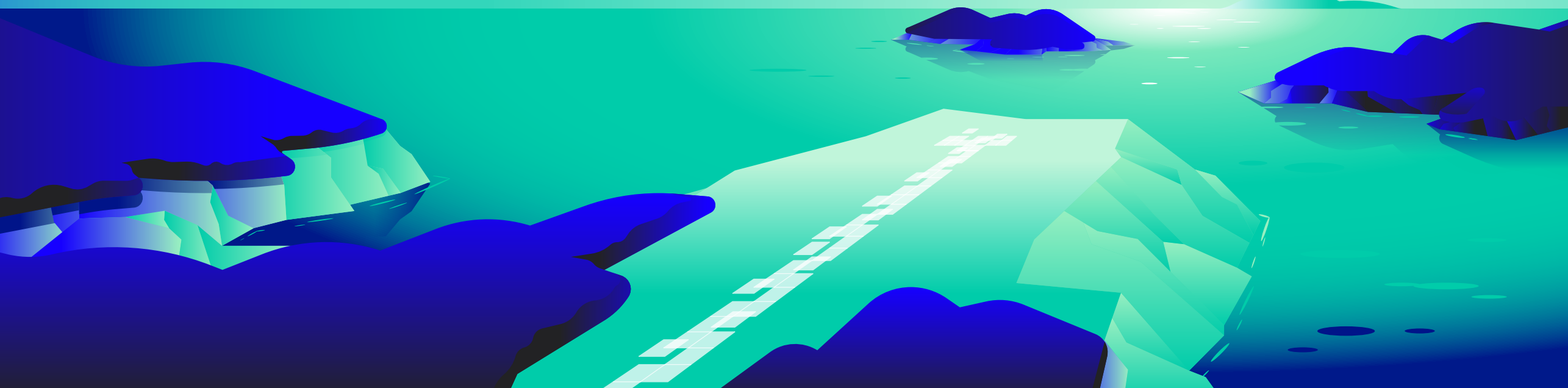
Agoria considère qu'il y a encore beaucoup de potentiel pour personnaliser et optimiser les processus d'apprentissage grâce à l'utilisation de la technologie. Les programmes tels que l'European Digital Education Accelerator devraient donc intégrer les nouvelles technologies de formation.

Technology for a better world

Agoria s'engage en faveur de l'emploi durable dans le cadre de sa stratégie de développement durable. Cela signifie qu'il faut créer les conditions propices à des carrières longues, saines et heureuses. Pour ce faire, il est essentiel que les gens sachent quelles sont les aptitudes et les compétences dont ils ont besoin. Non seulement dans leur emploi actuel, mais aussi dans celui de demain. En outre, ils devraient être en mesure de développer ces aptitudes et compétences dans des organisations de formation. Nos nouvelles voies pour l'enseignement et la formation s'inscrivent dans ce cadre.

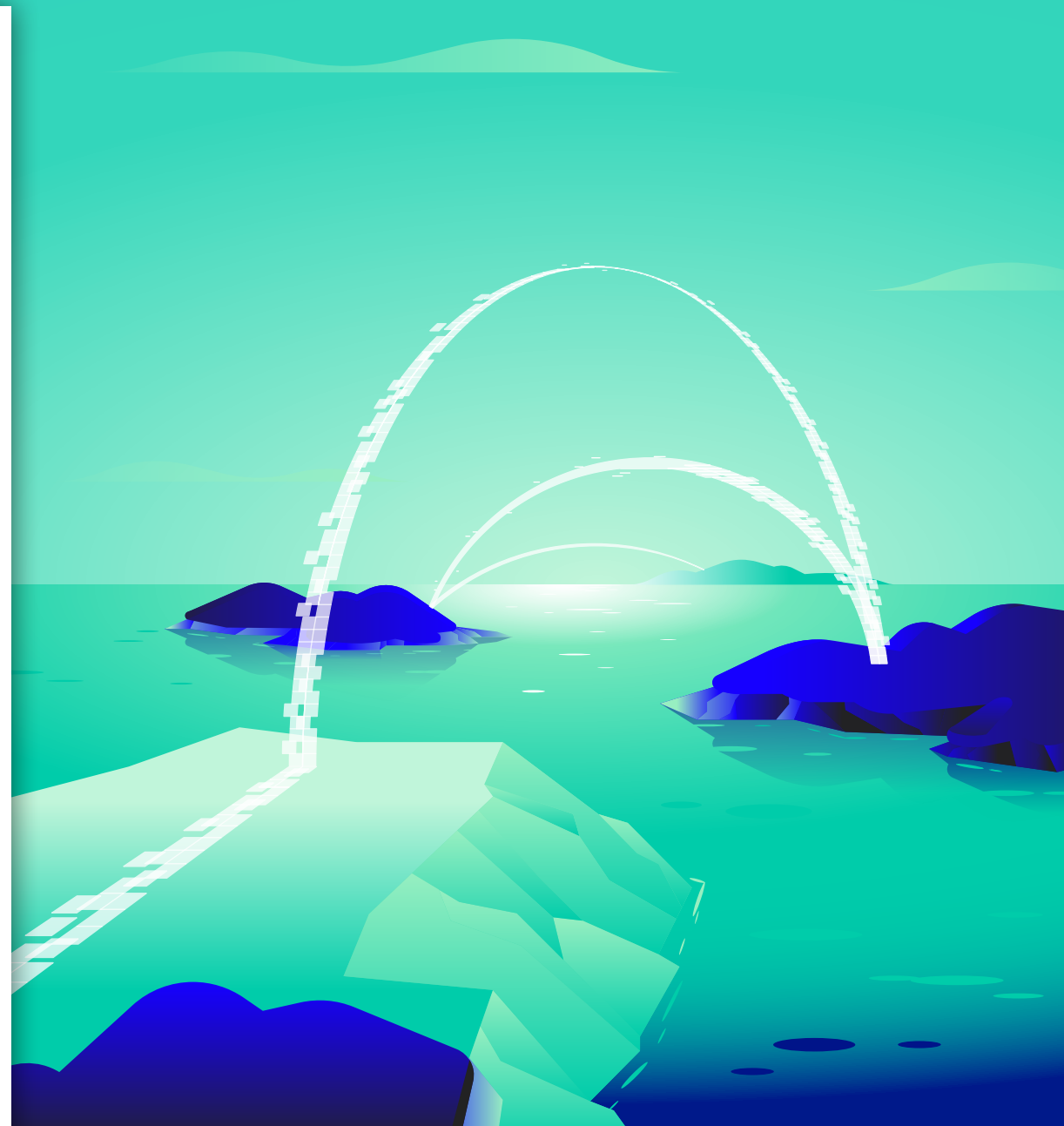
Digitalisation

Renforcer le leadership
numérique



Il est temps de changer de route

L'Europe a proclamé 2021-2030 Décennie numérique et met actuellement en œuvre le plan d'action qui l'accompagne. Les objectifs sont ambitieux. Par exemple, d'ici 2030, 75 % des entreprises devraient utiliser l'IA et le big data, 80 % de la population devrait avoir des compétences numériques, tout le monde devrait avoir accès à l'internet gigabit et tous les services publics devraient être en ligne, entre autres. Mais la feuille de route actuelle suffira-t-elle à contenir le feu numérique de la Chine et des États-Unis ? On peut en douter.



3 obstacles

#1 Fragmentation digitale et compétitivité limitée

Un grand nombre de nos entreprises les plus innovantes – principalement des PME – trouvent qu'il est trop complexe de faire des affaires en Europe. En outre, elles se plaignent de la fragmentation de l'écosystème numérique. Prenons l'exemple de l'incertitude qui entoure le traitement des données et qui résulte des différentes interprétations nationales du RGPD. La mosaïque de règles de conformité complexes et divergentes entre les pays de l'UE décourage les entreprises. Avec l'adoption de nouvelles réglementations numériques (AI Act, Data Act, etc.), l'Europe doit accorder une attention particulière à ces facteurs de blocage. Ce chiffre est éloquent : à peine 9 % des PME ont fait des affaires au-delà des frontières nationales en 2021.



91 %

des PME restent à l'intérieur de leurs frontières nationales.

(Source : Commission européenne, Tableau de bord numérique 2021)

#2 Manque d'investissements et de capacités dans les domaines stratégiques

La première pierre d'achoppement est l'offre limitée d'experts numériques en Europe. Par exemple, seuls 3,9 % des diplômés en 2021 étaient issus du secteur des technologies de l'information. Si l'on fait un zoom arrière, on s'aperçoit que seulement 54 % de la population européenne possède des compétences numériques de base (DESI 2022). La lenteur du développement de l'administration en ligne, l'augmentation du nombre de cyberattaques (sophistiquées), le potentiel sous-exploité des solutions numériques pour lutter contre les émissions de CO₂ et la réticence générale à investir pleinement dans les technologies émergentes sont autant d'autres problèmes qui se posent.

#3 Relations internationales et souveraineté sous pression

Le protectionnisme fait de plus en plus parler de lui, tandis que le système commercial multilatéral s'affaiblit. Cette situation a des répercussions négatives sur la transition numérique, car les technologies de l'information sont un secteur d'activité mondial. En d'autres termes, nous devons revenir à une économie mondiale stable, prévisible et ouverte.

Adapter le cap

La transition numérique est essentielle pour le développement économique, l'autonomie stratégique et l'ouverture de l'Europe. Nous nous tournons également de plus en plus vers les technologies numériques pour résoudre divers problèmes sociétaux, climatiques et environnementaux : de l'administration en ligne à la mobilité intelligente en passant par l'efficacité énergétique.

Comment accélérer la transition numérique ? Où se trouvent les plus grandes opportunités pour l'Europe sur la scène numérique mondiale ? Et comment les saisir ? Autant de questions pertinentes qui contribuent à déterminer le sort de nos entreprises - et donc notre prospérité.

Roadmap pour une prospérité durable

#1 Éliminer la fragmentation et accroître la compétitivité

- Faire des données la 5e liberté européenne en supprimant les frontières et les barrières existantes. Ce n'est qu'à cette condition que notre marché unique continuera à fonctionner correctement. Les interprétations nationales divergentes des réglementations européennes doivent disparaître. La poursuite du développement des espaces de données dans les domaines économiques stratégiques est cruciale pour l'Europe. Pensons à l'énergie, à la santé et à l'industrie manufacturière.
- Permettre aux entreprises d'expérimenter dans des environnements d'essais réglementaires. Un bac à sable réglementaire est utile aux entreprises pour tester des technologies, des produits, des services et des méthodes de travail innovants, sans craindre d'éventuelles conséquences réglementaires (voir, par exemple, ce qui est prévu dans l'AI Act et le Data ACT).
- Créer un cadre réglementaire qui préserve le marché unique. De cette manière, il y aurait une approche intégrée pour mettre en œuvre sans problème des instruments tels que l'AI Act et le Data ACT (voir le chapitre Commerce international).

#2 Stimuler les investissements et les capacités dans le domaine du digitale

- Allouer 20 % aux solutions numériques dans tous les programmes de financement de l'UE afin que l'Europe puisse bénéficier des technologies émergentes dans tous les secteurs. Un bel exemple : la part importante du numérique dans le budget Facilité pour la reprise et la résilience.
- Créer une cybergouvernance unifiée, avec un partage fiable de l'information entre les parties publiques et privées. Ainsi, nous ne continuerons pas à lutter contre les cyberattaques en vase clos.
- Déployer des stratégies de transformation numérique ciblées pour la transition verte, en commençant par les secteurs où l'empreinte CO₂ est la plus élevée : l'énergie, la mobilité, la construction et l'industrie manufacturière. L'étude Digital4Climate d'Agoria a déjà montré l'énorme potentiel dans ce domaine.

- Viser des services publics, des cartes d'identité et des passeports de compétences 100 % numériques. Ces éléments doivent être étroitement liés, au-delà des frontières (interopérabilité). Pour ce faire, l'Europe doit d'abord supprimer les obstacles en collaboration avec les États membres.
- Comblent le fossé des compétences numériques et faciliter la migration économique pour les profils numériques. Par exemple, Agoria propose un réseau européen de cybercampus privés-publics pour faire de la Cybersecurity Skills Academy un véritable succès (voir le chapitre Education & formation).

#3 Soutenir les relations internationales et l'économie ouverte (voir le chapitre Commerce international)

- Harmoniser la normalisation internationale et européenne.
- Resserrer les liens transatlantiques pour être à la pointe des cleantech, des data et de l'IA.
- Mettre fin aux revendications de souveraineté non autorisées et construire un réseau d'accords commerciaux autour de la numérisation.

Technology for a better world

La transition numérique touche plusieurs des 12 domaines d'impact de la stratégie de durabilité d'Agoria : les technologies pour l'emploi durable, une économie de données rationalisée, l'action climatique, la numérisation et l'éthique, la transparence et la cybersécurité. Une numérisation réfléchie peut contribuer à une plus grande durabilité, à la transparence et à la tranquillité d'esprit. Elle n'est pas une fin en soi, mais un moyen idéal pour créer un impact positif.

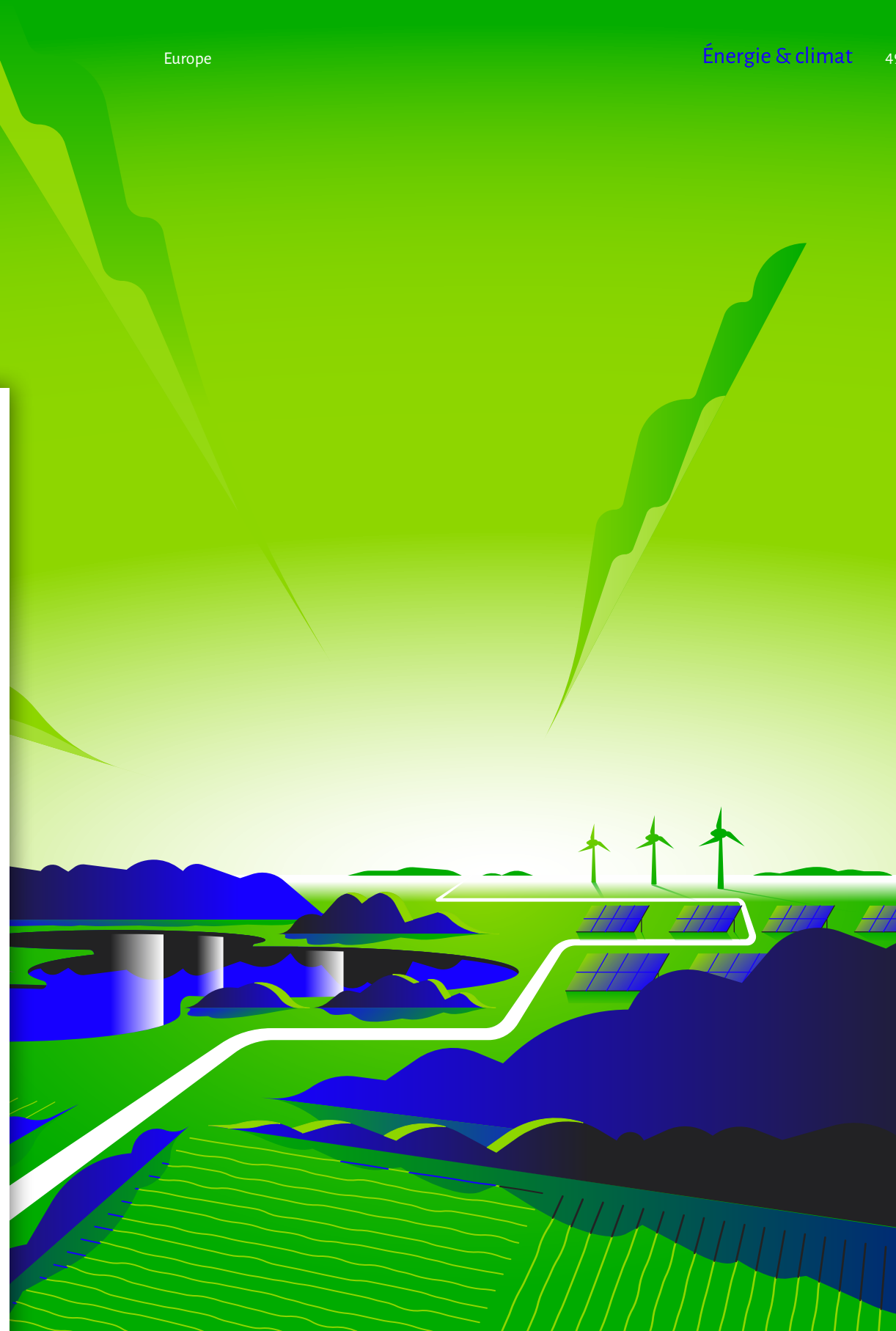
Énergie & climat

Sortir plus fort de la crise grâce à une politique européenne ambitieuse en matière de climat et d'énergie



Il est temps de changer de route

La crise ukrainienne a bouleversé le paysage énergétique européen, et le marché européen du gaz en particulier. Le marché du gaz aux États-Unis et en Asie s'est avéré beaucoup plus stable, laissant les entreprises européennes avec un désavantage concurrentiel supplémentaire en plus des factures d'énergie élevées. Avec REPowerEU, la Commission européenne a lancé en mai 2023 une feuille de route basée sur trois piliers : les économies d'énergie, la production d'énergie renouvelable et la diversification de l'approvisionnement. Parallèlement, le déploiement de l'EU Green Deal (lancement fin 2019) se poursuit également avec pour objectif principal de faire de l'Europe le premier continent climatiquement neutre d'ici 2050.

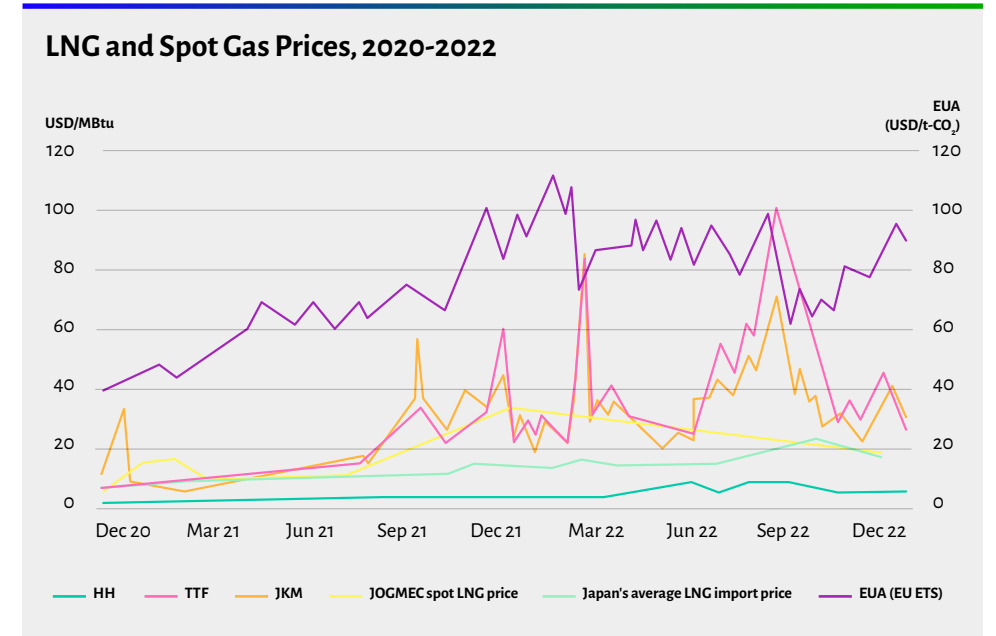


Les ambitions ne manquent pas

En juillet 2021, peu avant la crise ukrainienne, la Commission européenne a lancé son plan Fit for 55. L'objectif : une réduction des émissions de CO₂ de 55 % d'ici 2030, en tant qu'objectif intermédiaire sur la voie de la neutralité climatique à l'horizon 2050. De nouveaux objectifs pour les énergies renouvelables (directive sur les énergies renouvelables III - RED III), l'efficacité énergétique (directive sur l'efficacité énergétique), les normes d'émission pour les véhicules, un mécanisme d'ajustement aux frontières pour le carbone (CBAM), une révision de la directive sur la performance énergétique des bâtiments (EPBD), une mise à jour du système ETS. Agoria soutient les ambitions européennes et souhaite contribuer à les façonner.

Énergie : ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier

Le conflit ukrainien a appris à l'Europe qu'une dépendance excessive à l'égard d'un seul grand fournisseur, en l'occurrence la Russie pour le gaz naturel, s'accompagne de risques élevés et rend vulnérable. Alors que le prix du gaz dans l'UE (TTF) et le prix du gaz en Asie (JKM) évoluent toujours en parallèle, le prix du gaz aux États-Unis (HH) est resté constant à un niveau très bas (voir le graphique).



En 2021, plus de 40 % de la consommation de gaz de l'Europe était couverte par la Russie, et il en allait de même pour le charbon. Lorsque la Russie a envahi l'Ukraine, l'Europe a brusquement dû chercher une alternative. Pour ce faire, elle a pris des mesures drastiques dans le cadre du plan REPowerEU :

1. les achats groupés, la diversification de l'approvisionnement et les investissements dans les infrastructures gazières ;
2. une réduction obligatoire de la consommation ;
3. une accélération du déploiement des sources d'énergie renouvelables.

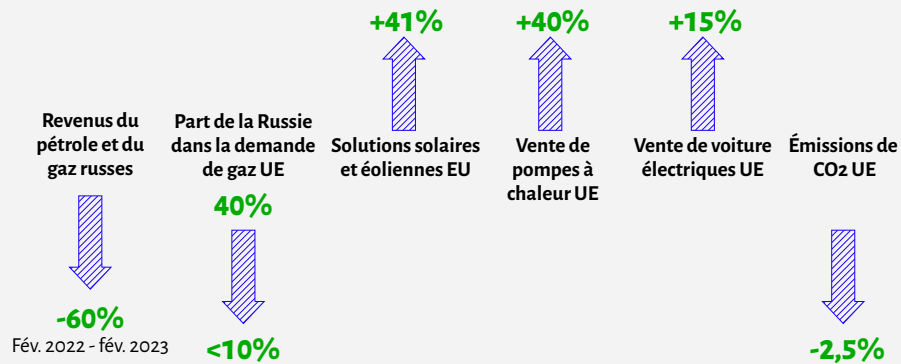
L'Europe a réussi à sécuriser ses approvisionnements, mais le bilan est lourd : un différentiel de prix record avec les régions hors UE et donc une érosion profonde du tissu industriel, une baisse de l'activité industrielle, un manque de ressources pour financer la transition énergétique en cours dans l'industrie européenne.

Bâtiments : poursuite du déploiement du Green Deal

Entre-temps, le Green Deal continue d'être déployé. L'Europe a créé un cadre pour soutenir les États membres dans la transition climatique de leur parc immobilier, en mettant l'accent sur des incitants commerciaux tels que :

- un tax shift vert (EPBD, ETS) ;
- l'augmentation de l'offre d'énergie renouvelable (REDIII, EPBD) ;
- l'évolution vers des bâtiments climatiquement neutres (ZEB) ;
- des bases de donnée centrales nationales sur la performance énergétique des bâtiments (EPBD) ;
- des conditions-cadres techniques pour éviter les blocages (DPEB).

Un an après le début de la crise énergétique mondiale



Un an après le début de la crise énergétique mondiale, il devient évident que nous sommes à la veille d'un tournant historique vers un avenir énergétique plus propre et plus sûr.

L'économie européenne de l'hydrogène en plein développement

L'Europe s'est engagée à développer sa propre économie de l'hydrogène. En juillet 2020, elle a lancé la stratégie européenne pour l'hydrogène, un plan d'action en 20 points portant sur l'investissement, la demande et la production. Les différentes directives élaborées par le plan Fit for 55 façonnent cette politique.

Roadmap pour une prospérité durable

Green Deal de l'UE

#1 Adopter toutes les technologies qui peuvent aider à atteindre les objectifs de l'UE Green Deal

#2 Accélérer suffisamment, mais aussi regarder régulièrement en arrière pour voir si l'industrie peut suivre

Travailler également sur les objectifs 2040 en consultation avec l'industrie.

L'énergie

#3 Créer des conditions permettant aux secteurs stratégiques à forte intensité énergétique de concurrencer les États-Unis, de sorte que l'industrie de l'UE continue à générer des ressources suffisantes pour façonner la transition climatique.

#4 Soutenir davantage les efforts de la Plate-forme européenne de l'énergie pour acheter du gaz moins cher en regroupant la demande

#5 Réformer la conception du marché européen de l'électricité

Ce faisant, préserver au maximum l'interconnexion des marchés européens de l'énergie, mais prévoir des mécanismes efficaces pour limiter les prix en temps de crise (coupe-circuits).

Construction neutre sur le plan climatique

#6 Adapter le Règlement sur la gouvernance de l'union de l'énergie et de l'action pour le climat (UE 2018/1999) pour – en complément du plan national énergie-climat (PNEC)

– exiger également des États membres qu'ils préparent un plan d'investissement public transversal sur 10 ans pour le parc immobilier.

#7 Soutenir les États membres dans la professionnalisation des labels (harmonisés) dans la réglementation climatique des bâtiments (EPBD)

Les évolutions récentes vers une définition ZEB et une obligation de rénovation basée sur un label (harmonisé) sont des étapes nécessaires pour atteindre l'objectif climatique renforcé de 2030. Cependant, cela crée également un besoin de professionnalisation du cadre politique autour de la certification et des exigences minimales. Le rôle de l'instrument évolue en effet vers un « outil de conseil et d'évaluation ». Ce n'est pas une tâche facile, car les labels sont devenus un pivot essentiel des instruments inclus dans le PNEC. L'Europe pourrait jouer un rôle de facilitateur en développant des outils et des connaissances de soutien.

Technology for a better world

Dans le cadre de l'ambition « Protéger l'environnement et la planète », nous avons, en tant que secteur, pris des engagements dans le contexte de l'action climatique. Cela concerne les objectifs liés à l'efficacité énergétique, aux bâtiments et à la mobilité. Ces dernières années, Agoria a pris diverses mesures : réfléchir au projet Climate Neutral Building (y compris la plateforme [Build Your Climate - Agoria](#)) et se concentrer sur la contribution des technologies numériques à la réalisation des objectifs climatiques ([Digital4Climate | Agoria](#)).

Économie circulaire & environnement

L'économie circulaire,
moteur d'un avenir
durable et agile



Il est temps de changer de route

Au niveau européen, les politiques d'économie circulaire sont encore très axées sur le recyclage. Un changement se profile avec la révision et l'extension du règlement sur l'écoconception des produits durables. L'accent sera désormais mis sur l'allongement de la durée de vie des produits, y compris la réutilisation, la réparation, l'amélioration et la refonte. Et c'est loin d'être là le seul changement : la révision de la politique en matière de produits chimiques et l'évolution vers la pollution zéro posent également des défis majeurs à l'industrie technologique.



Du plan d'action à un cadre législatif cohérent

L'UE considère l'économie circulaire comme une stratégie de croissance permettant de tendre vers plus d'indépendance et d'agilité. Pour que cette stratégie soit couronnée de succès, les entreprises et les consommateurs doivent s'éloigner de leur modèle de consommation (linéaire) actuel (acheter-utiliser-jeter) et adopter le modèle circulaire. Le Plan d'action pour l'économie circulaire (PAEC) définit un certain nombre de points d'action clés visant à utiliser les biens et les matériaux plus longtemps et à conserver les matériaux au sein de l'UE.

Faire de ce plan un cadre législatif cohérent va encore nécessiter beaucoup d'efforts, tant de la part des gouvernements (européens, fédéraux et régionaux) que de l'industrie. Les risques et les points critiques sont les suivants :

- Contrôler le marché unique et assurer la cohérence entre les différents domaines politiques.
- Le nouvel accent mis sur la prolongation de la durée de vie (au lieu de se concentrer uniquement sur le recyclage en fin de vie).
- Une mise en œuvre efficace et effective.
- Le manque de capacité d'essai des organismes notifiés.

La politique en matière de produits chimiques : bénédiction ou malédiction ?

La politique en matière de produits chimiques a été introduite en 2006, avec REACH¹ et CLP² comme principaux éléments constitutifs. En partie grâce à l'obligation d'enregistrement, les connaissances sur les risques liés aux produits chimiques ont certainement augmenté. Rien que dans notre pays, plus de 9 000 dossiers d'enregistrement ont été soumis. Actuellement, 224 substances ont été identifiées comme « substances extrêmement préoccupantes ». Ces substances sont soumises à l'obligation de communication dans la chaîne d'approvisionnement, y compris dans la base de données SCIP qui compte plus de 10 millions d'enregistrements.

59 des 224 substances sont formellement couvertes par la procédure d'autorisation et plusieurs restrictions s'appliquent. Toutefois, il est clair que les dispositions légales en matière d'autorisations et de restrictions ne sont pas sans poser de problèmes. Deux exemples clés :

- La proposition de soumettre le plomb à une autorisation, alors que plus de 30 cadres réglementaires différents de gestion des risques existent déjà aujourd'hui (par exemple RoHS, ELV, diverses autres restrictions telles que les canalisations d'eau potable, BOEL, etc.) De plus, cela aura un impact indésirable sur le recyclage de plusieurs matières premières critiques et stratégiques.
- La proposition visant à restreindre universellement les PFAS pour toutes les applications. Il s'agit de plus de 10 000 substances différentes et de nombreuses applications dans les technologies vertes et numériques pour lesquelles l'UE souhaite devenir plus indépendante (par exemple, les batteries, les pompes à chaleur, les joints, les mousses d'isolation, les microprocesseurs, etc.).

Dans le processus actuel, le danger de la substance est le point de départ. Il y a un manque général d'analyse complète des options alternatives de gestion des risques et de l'impact plus large de l'autorisation/restriction proposée sur d'autres politiques clés de l'UE.

¹ REACH: Règlement sur l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques

² CLP: Règlement relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage

Plus d'administration sans valeur ajoutée

Pour les entreprises du secteur technologique, les charges administratives sont de plus en plus lourdes. La base de données SCIP en est un bon exemple. Les entreprises doivent y saisir toutes sortes de données si plus de 0,1 % d'une « substance extrêmement préoccupante » est présent dans une partie homogène d'un produit. Identifier la présence de telles substances est un véritable défi. En effet, les chaînes d'approvisionnement mondiales sont dynamiques et extrêmement complexes. Cela vaut également pour les produits eux-mêmes.

L'objectif principal de la base de données SCIP est de fournir les informations nécessaires pour justifier la présence de ces substances dans le recyclage. Pourtant, malgré plus de 10 millions d'enregistrements, rien n'indique que le flux d'informations se soit amélioré de manière significative ou que les données de la base soient utilisées de manière efficace.

Nouvelle politique en matière de produits chimiques : portée et contenu encore inconnus

La révision de la politique en matière de produits chimiques est imminente. Les changements attendus sont l'enregistrement obligatoire de certains polymères et l'extension à une politique durable en matière de produits chimiques avec l'introduction de nouveaux concepts tels que la sécurité et la durabilité dès la conception ou l'utilisation essentielle. Dans l'ensemble, on sait peu de choses aujourd'hui sur la portée et le contenu définitifs de la révision.

La transition vers la pollution zéro accroît la pression sur les entreprises

Le programme européen « Zéro pollution » est en phase de développement. Il annonce un changement fondamental dans la protection de la santé et de l'environnement. Le concept actuel des meilleures technologies disponibles pour fixer les limites d'émission de certaines activités industrielles évolue vers une réglementation davantage axée sur l'impact, qui prend également en compte les émissions diffuses. Cette évolution exerce une pression sur la faisabilité technologique, mais aussi économique, de nouvelles réductions d'émissions dans certaines activités industrielles.

Roadmap pour une prospérité durable

#1 Promouvoir l'économie circulaire au niveau de l'UE

- Élaborer des mesures spécifiques aux produits pour prolonger leur durée de vie. Mettre l'accent sur les mesures d'allongement de la durée de vie (pour favoriser la réutilisation, la modernisation, la remise à neuf, la réparation, etc.) dans le cadre du règlement sur l'écoconception des produits durables (ESPR). Évaluer les autres réglementations en vigueur, supprimer les obstacles aux modèles commerciaux circulaires et éviter ainsi d'entraver l'allongement de la durée de vie des produits.
- Sécuriser le marché unique de l'UE pour l'économie circulaire et créer un marché européen ouvert pour un recyclage de haute qualité. Dans le même temps, assurer la surveillance nécessaire du marché (exigences ESPR) et une capacité d'essai suffisante au sein des organismes notifiés.
- Fixer des normes de qualité spécifiques aux applications pour les plastiques recyclés afin d'accroître leur disponibilité.
- Rendre les méthodes d'empreinte environnementale comparables pour évaluer les incidences (spécifiques) sur l'environnement, déterminer les mesures appropriées et étayer les allégations écologiques. Élaborer des méthodes d'évaluation normalisées, réalisables et pertinentes pour chaque allégation environnementale. Créer ainsi de la transparence et de la comparabilité au lieu d'une approche générique de l'ACV. Éviter la double réglementation (par exemple, les politiques relatives aux produits chimiques durables).

#2 Encourager l'innovation pour développer les modèles d'entreprise et les produits CE

Soutenir cette démarche par un cadre de financement transparent, cohérent et accessible, en mettant l'accent sur le transfert de connaissances vers l'industrie.

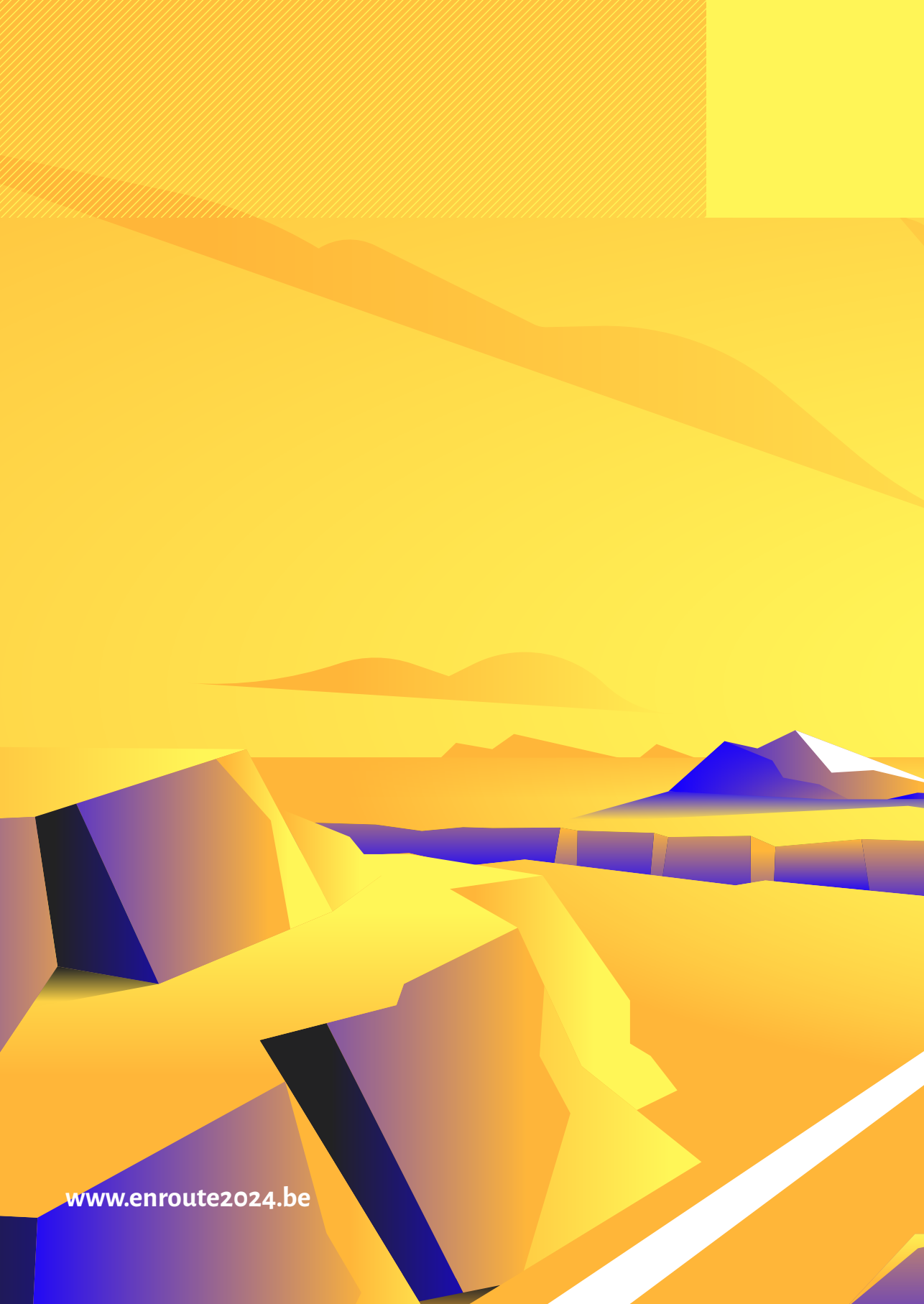
#3 Prendre des mesures en vue d'une politique plus efficace et rationalisée en matière de produits chimiques, qui favorise la pollution zéro

- Adopter une approche du risque fondée sur la science comme base de l'examen.
- Assurer la cohérence entre les politiques relatives aux substances chimiques et les autres cadres réglementaires clés de l'UE. Il s'agit d'éviter de remplacer certaines substances préoccupantes par d'autres qui ne sont pas nécessairement meilleures (par exemple, le plomb est souvent remplacé par l'étain et le bismuth, qui sont tous deux beaucoup plus rares).
- Analyser et réduire les charges administratives.
- Développer les connaissances pour assurer la faisabilité technologique des futures normes environnementales dans le cadre de la pollution zéro.

Technology for a better world

En réduisant nos propres émissions et en utilisant moins de matières premières primaires, nous visons à réduire davantage l'impact de l'industrie technologique sur l'environnement. Les technologies innovantes développées par notre secteur aident les autres entreprises et le reste de la société à protéger notre planète et à accélérer la transition climatique.

Dans notre stratégie de durabilité pour le secteur, nous nous sommes donc fixé l'objectif suivant : d'ici 2030, au moins la moitié de nos entreprises membres doivent travailler sur un projet circulaire axé sur une gestion pointue des déchets, une réduction des pertes de matières premières, le recyclage, l'allongement de la durée de vie des produits ou des modèles d'entreprise circulaires.



www.enroute2024.be